

VIE QUOTIDIENNE ET ENVIRONNEMENT



- LES CONSTATS OU LES DIAGNOSTICS EXPRIMÉS -

- Nous vivons plus longtemps. Quelles solutions pour une vieillesse décente pour tous ?
- Retraites, pas d'augmentation depuis 6 ans.
- Le recyclage en France n'est pas efficace.
- Pollution croissante et baisse inquiétante de la biodiversité, baisse de la population des petits oiseaux.
- Le climat change du fait de l'activité humaine, l'internationalisation des échanges et la multiplication des transports, le productivisme conduit à la surconsommation des ressources et à l'emploi excessif de dispositifs technologiques au détriment des ressources naturelles et locales.

- LES PROPOSITIONS QUI ONT ÉMÉRGÉ DES DISCUSSIONS -

1 - URGENCE CLIMATIQUE & ÉCOLOGIE

- La transition écologique doit être le dénominateur commun à toute politique ou décision concernant le logement, le transport et l'énergie.
- Mettre en place une taxe sur les transactions financières pour la rénovation énergétique des logements.
- Dans le cadre de la transition écologique et énergétique, axer l'effort sur le développement de la filière bois (chauffage). Pouvoir créer un label bois de bocage et pour la filière 'bois local'(exemple : Bois de Bocage)
- Tenir compte des préconisations du GIEC.
- Constituer une forme d'autorité qui serait garante de la bonne intégration des diverses politiques publiques dans le cadre de la transition écologique ou plus globalement d'un bon sens écologique ou durable.

2- ISOLEMENT DES PERSONNES ÂGÉES - VIE QUOTIDIENNE

- Encourager le commerce local, les circuits courts, les marchés, au lieu de construire d'immenses zones commerciales le plus souvent sur des zones agricoles.
- Garder la proximité des services dans la commune pour fournir un lien social.
- Mettre en place un service d'aide à la relation Internet avec les organismes sociaux et fiscaux.

3- AGRICULTURE

- Préserver la biodiversité et préserver, voir rétablir la qualité des sols agricoles.
 - arrêter de grignoter les sols par les logements
 - développer la permaculture.
- Reconstruction des talus lors des curages des fossés pour faire barrage aux eaux pluviales (comme autrefois)

- Stopper la disparition des haies et fossés pour préserver les sols.

4-INFORMATIONS, TRANSPARENCES

- Demande de transparence concernant les lobbys auprès des ministères de la santé, l'énergie, l'agriculture etc...
- Lutter activement contre les lobbys qui influent sur les différentes politiques publiques et environnementales.

5-TRANSPORT

Demande de gratuité des transports en commun pour le développement des transports en milieu rural.

6-RETRAITES

Revalorisation des retraites : pas d'augmentation depuis 6 ans.

7-LOGEMENT

- Augmentation des APL (locations).

- Restaurer les APL sur l'accession des constructions neuves et améliorer les APL pour les accessions des maisons anciennes.

- Aide pour tous pour la mise aux normes des fosses sceptiques.

8-RÔLE DES ÉLUS

- Les municipalités doivent soutenir les actions pour la sauvegarde de la Rance et la gestion des sédiments ;

-Que les élus soient conscients de leur rôle pour améliorer la vie de leurs concitoyens et surtout œuvrer pour la transition énergétique ;

- LES AVIS DIVERS, VOIRE OPPOSÉS, QUI SE SONT EXPRIMÉS -

- Constituer un comité éthique décisionnaire final d'une proposition de loi sur l'environnement

- Collecte et revalorisation du compost des toilettes sèches.

FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

- Manque de transparence et traçabilité dans la fiscalité, niches fiscales trop compliquées.
- Nombreuses niches fiscales qui ne profitent qu'à une certaine population de contribuables.
- Aides sociales non imposables.
- Proportion trop forte de la TVA par rapport à l'ensemble des impôts.
- Manque de cohérence entre les politiques fiscales et les attentes politiques (ex sur l'immobilier : importantes aides sur les investissements locatifs, mais fiscalité trop lourde sur les revenus locatifs des propriétaires).
- Impôt société sur les TPE – PME = frein à l'embauche et occasionne des dépôts de Bilan.
- L'état impose des normes et des obligations, qu'il ne s'applique pas à lui-même (Voir rapport de la Cour des Comptes).
- Dès le début de ce quinquennat, des réductions fiscales ont été effectuées sur les contribuables les plus aisés.

- LES PROPOSITIONS QUI ONT ÉMÉRGE DES DISCUSSIONS -

- **Progressivité de la fiscalité.**
 - Progressivité de l'impôt (IR) à revoir. Augmenter le nombre de tranches (+ de 3)
- **Lisibilité - Transparence- de la fiscalité :**
 - Plus de lisibilité sur la fiscalité (effort à faire sur la pédagogie)
 - Prendre en compte les revenus après impôts en intégrant toutes les formes de ressources (y compris les aides sociales) de chaque foyer fiscal
- **Évaluation - justification :**
 - Évaluation de l'utilisation de l'impôt
 - Indiquer sur la notice d'information la destination de l'impôt - indiquer les pourcentages de dépenses publiques, voir son efficacité
 - Sanctionner les organes d'état "épinglés" par la cour des comptes, on retrouve souvent les mêmes organismes d'une année sur l'autre.
- **Priorisations et économies**
 - Mettre l'humain au centre de la dépense publique avec 4 priorités :
 - 1- la santé
 - 2- la défense nationale
 - 3 - la Sécurité
 - 4- l'éducation.
 - Faire des économies sur les autres ministères.
 - Effort sur la Santé (la Psychiatrie en particulier)

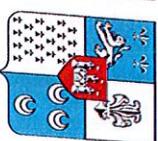
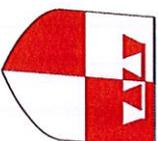


- Adapter la fiscalité aux enjeux environnementaux et climatiques.
- **TVA**
 - Baisser la TVA sur les produits de 1ere nécessité et les transports en commun.
 - Redéfinir les taux de TVA sur l'électricité
 - Afficher la TVA sur les services (transports en particulier), le taux de TVA sur tous les produits
 - Mettre en place la TVA sociale et environnementale, voire taxer les produits importés.
- **Niches fiscales**
 - supprimer des niches fiscales (qui sont trop nombreuses):
- **Impôt Société**
 - Diminuer l'impôt société (en particulier pour TPE et PME)
- **CSG - CRDS sur les plus-values**
 - La fiscalité sur les cessions des entreprises est un frein à l'économie pour les cédants qui sont encore en activité.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

LE GRAND DÉBAT

LA VICOMTÉ/RANGE
PLEUDIHEN/RANGE
SAINT-HELEN



SAMEDI 23 FÉVRIER 2019 - 17H30 - SALLE DES FÊTES DE PLEUDIHEN-SUR-RANGE

- LES CONSTATS OU LES DIAGNOSTICS EXPRIMÉS -

Constats au NIVEAU NATIONAL

- perte de confiance envers nos représentants qui n'écourent pas les citoyens (lois votées en petits comités)
- questionnements sur notre système institutionnel (rôle des chambres – mauvaise représentativité des classes sociales)
- manque d'implication des citoyens (hausse de l'abstention – sentiment de non représentativité)
- durée du mandat présidentiel trop courte

Constats au NIVEAU LOCAL

- pas assez de démocratie participative
- citoyens insuffisamment impliqués dans l'organisation de la vie locale (passivité)
- manque d'écoute des élus

- LES PROPOSITIONS QUI ONT ÉMÉRGÉ DES DISCUSSIONS -

Propositions au NIVEAU NATIONAL

- non cumuli des mandats
- introduction d'un % de proportionnalité aux élections
- reconnaissance du vote blanc
- mise en place de consultations populaires
- retour du mandat présidentiel à 7 ans
- renforcement des contre-pouvoirs (diversité de la presse, associations, assemblées élues...)
- importance de l'éducation civique auprès des jeunes

Propositions au NIVEAU LOCAL

- plus de participation aux décisions
- réunions locales plus fréquentes
- budgets d'investissement dédiés à la décision directe des habitants
- amélioration de l'information

- LES AVIS DIVERS, VOIRE OPPOSÉS, QUI SE SONT EXPRIMÉS -

CONSTATS

- notre démocratie représentative ne représente plus les citoyens
- diminution du nombre de participation aux votes
- encadrement trop strict du référendum par la constitution
- les citoyens sont trop laissés dans une position passive dans l'organisation de la vie de la cité, du quartier, de la ville
- manque de possibilité de participation citoyenne locale
- non représentativité des parlementaires par rapport à notre société (environ 25% d'ouvriers en France et 0% à l'assemblée nationale)
- le citoyen théoriquement au centre de la démo (pouvoir) – cratie (peuple) n'est plus impliqué
- abstention en hausse
- défiance envers les représentants
- le régime semi-présidentiel n'est plus respecté et semble surtout dépassé
- perte de confiance en la représentation nationale
- démocratie participative, aucune écoute des élus
- les lois votées en petit comité sont censées représenter tout le monde et nous n'avons aucun mot à dire, les jeux sont fait et la démocratie est douteuse
- contestation représentative

PROPOSITIONS

- revoir la constitution pour peut-être créer une nouvelle chambre constituée de citoyens.... (élus), tirés au sort ? Le système majoritaire ne permet pas d'alternatives
- le respect
- le vote obligatoire
- aux législatives, vote à la proportionnelle
- supprimer les zones de non-droit
- création de réunions citoyennes régulières
- avoir la possibilité d'être citoyen
- retour au septennat
- des assemblées citoyennes dans les quartiers, les villages.... pour créer une culture citoyenne
- pour le RIC
- il faut impliquer et éduquer à la démocratie et à la citoyenneté dès le plus jeune âge en donnant des responsabilités aux enfants/jeunes
- lettre de motivation pour les candidats aux élections européennes
- augmenter la proportionnelle dans les élections
- débattre avant propositions plutôt qu'après
- inclure consultations au jugement majoritaire
- mettre en place dans les collectivités un budget participatif afin que les citoyens fassent leurs choix d'investissements ou de projets
- réunir les présidents d'association pour évaluer les besoins et mettre les moyens en adéquation
- réindexation des retraites sur l'inflation

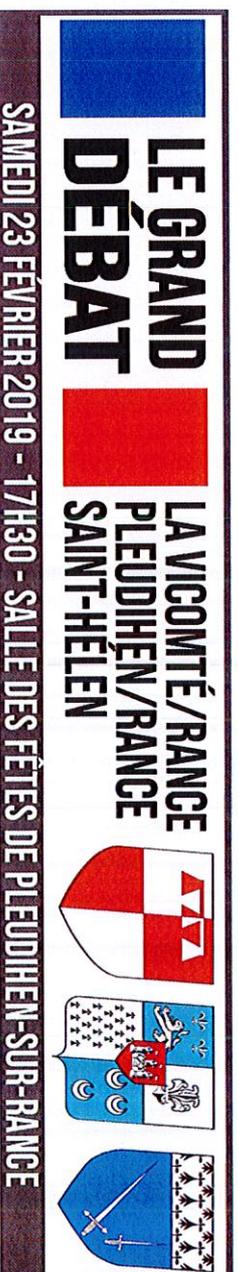
ORGANISATION DE L'ETAT ET SERVICES PUBLICS

- Etat dispendieux: argent public mal distribué
- Absence de contrôle de la Sécurité Sociale et des aides distribuées par l'Etat
- Les services publics ont disparu des communes
- Trop de dématérialisation des démarches, difficultés, notamment pour les plus âgés
- Éloignement des centres de décision par rapport aux citoyens
- Emplètement des structures de décision (Etat, Région, départements, ComCom)
- Le rôle des mairies est occulté
- Sur-représentation de l'Etat (exemple : trop de sous-préfectures) et inversement un sous-équipement en services publics de proximité
- Rétention d'information de la part des administrations (ex : Éducation Nationale), fonctionnement figé et complexe
- Manque de communication entre les administrations

- LES CONSTATS OU LES DIAGNOSTICS EXPRIMÉS -

- LES PROPOSITIONS QUI ONT ÉMÉRGÉ DES DISCUSSIONS -

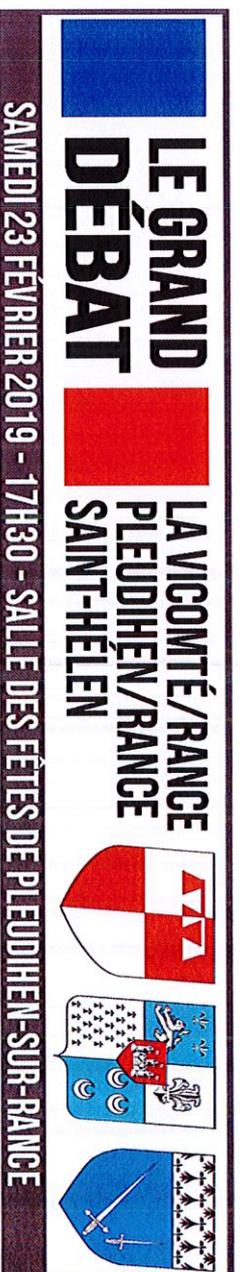
- Regrouper les communes, tout en payant mieux les maires (travail à plein temps)
- Donner plus de rôles aux maires
- Faire du député une courroie de transmission entre le local et l'Etat
- Organiser des rencontres de maires pour faire remonter des propositions aux députés
- Pour qu'une loi soit votée, il faut qu'il y ait au moins 2/3 de députés présents
- Reconnaître le vote blanc en le comptabilisant
- Rendre le vote obligatoire
- Modifier le mode de vote en classant les candidats du premier au dernier (pas un choix unique qui aboutit à un vote par défaut)
- Retour au septennat car trop de périodes électorales
- Obliger l'État à tenir compte des avis de la Cour des Comptes
- Trouver un moyen de faire remonter les idées des citoyens, en dehors du bulletin de vote
- Être plus à l'écoute des professionnels de terrain (santé, social, enseignement...)
- Faire plus d'expérimentations avant de lancer des réformes
- Mettre en place des structures qui obligent les administrations à écouter les usagers en cas de litige
- Tenir compte des spécificités des territoires (Villes et campagnes)
- Retrouver le contact humain pour les démarches administratives
- Plus de services publics locaux



- LES AVIS DIVERS, VOIRE OPPOSÉS, QUI SE SONT EXPRIMÉS -

- avis contradictoire sur le bicamérisme (supprimer ou conserver le bicamérisme?)
- Réduire le nombre de sénateurs
- Supprimer tous les privilèges des élus (retraites...)
- Mieux informer sur les services publics locaux (bus...)

Table-Ronde des JEUNES



- LES CONSTATS OU LES DIAGNOSTICS EXPRIMÉS -

VIE QUOTIDIENNE ET ENVIRONNEMENT

- Manque de respect de l'Environnement et nécessité de prendre conscience de la fragilité de notre planète.
- Augmentation des incivilités en général et dans les transports en commun en particulier.

ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

- Richesse de notre système éducatif qui mérite d'être valorisé.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- Nous ne sommes pas assez fiers d'être français, sans pour autant être d'extrême droite.
- Augmentation inquiétante de l'intolérance, de la xénophobie, de la peur de l'autre : racisme, antisémitisme, islamophobie...
- Crise de l'autorité à différents niveaux.
- Revendications démesurées du mouvement des « gilets jaunes ». Beaucoup de français ne se rendent pas compte de leurs avantages.

- LES PROPOSITIONS QUI ONT ÉMÉRGE DES DISCUSSIONS -

VIE QUOTIDIENNE ET ENVIRONNEMENT

- Obtenir plus de respect de notre Environnement avec plus de sanctions et d'amendes contre les différentes formes de pollution. L'écologie doit être une des principales priorités de l'État... Améliorer l'organisation du tri au niveau de nos communes. Sortir du nucléaire.
- Développer les transports en commun : plus d'horaires mieux adaptés aux besoins et en particulier entre Saint-Malo et nos trois communes... Favoriser le covoiturage.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- Développer l'enseignement à la citoyenneté.
 - Apprendre à mieux s'informer face aux médias qui mettent trop en avant le négatif.
 - Mieux prendre en compte l'avis des citoyens, avec des référendums, et demander aux hommes politiques de tenir compte des opinions majoritaires exprimées dans les sondages.
 - Renforcer l'ordre public et l'autorité face à toutes les incivilités et en particulier dans les manifestations non déclarées.
 - Reconnaître le vote blanc.
 - Revenir au septennat du mandat présidentiel.
- #### ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS
- Donner plus d'autonomie de décisions à la Région Bretagne.